

2. Quelques éléments sur le marché du travail et la situation prolétarienne aux USA.

Aux Etats-Unis le salaire réel¹, soit le revenu de l'ouvrier calculé sur la base de la masse des valeurs d'usage dans lesquelles l'équivalent monétaire de la valeur de la marchandise force de travail (salaire nominal) se transforme pour la consommation improductive du salarié, n'a cessé de progresser de 1947 à 1982 en enregistrant cependant un important tassement de son taux de croissance à partir de 1973.

Depuis 1982 la tendance s'est carrément inversée confirmant ainsi une loi décisive du communisme scientifique selon laquelle :

« Un accroissement rapide du capital équivaut à un accroissement rapide du profit. Le profit ne peut s'accroître rapidement que si le prix du travail, si le salaire relatif diminue avec la même rapidité. Le salaire relatif peut baisser, même si le salaire réel monte en même temps que le salaire nominal, la valeur en argent du travail, mais à la condition que ces derniers ne montent pas dans la même proportion que le profit ... Dire : l'ouvrier a intérêt à un accroissement rapide du capital cela signifie seulement : plus l'ouvrier augmente rapidement la richesse d'autrui, plus les miettes du festin qu'il recueille sont substantielles; plus on peut occuper d'ouvriers et les faire se reproduire, plus on peut multiplier la masse des esclaves sous la dépendance du capital. »

(Marx. Travail salarié et capital. Décembre 1947)

Durant la période 1947-1973 on assiste à une croissance rapide de l'accumulation capitaliste aux USA entrecoupée par des crises de valorisation d'une faible

¹ *« Le salaire réel exprime le prix du travail relativement aux prix des autres marchandises » et il est « la quantité des marchandises qui est réellement donnée en échange du salaire. »*

(Marx. Travail salarié et capital. Décembre 1847)

² Le salaire relatif ou proportionnel *« exprime la part de travail immédiat à la nouvelle valeur qu'il a créée par rapport à la part qui en revient au travail accumulé, au capital. »*

(Marx. Travail salarié et capital. Décembre 1847)

Il baisse continuellement à mesure de l'accumulation du capital car il représente le rapport intérieur à la valeur ajoutée (nouvelle valeur) entre le salaire nominal et la portion individuelle correspondante de la plus-value créée. Ce rapport est en règle générale décroissant sauf durant le plus grand nombre des crises périodiques où le taux d'exploitation chute avec le taux de profit.

profondeur. En contrepartie, depuis 1973, les rythmes de l'accumulation sont moindres et les crises périodiques rivalisent en gravité. Au premier ensemble de cycles économiques allant de 1947 à 1973 correspond une augmentation du salaire nominal, du salaire réel et une nette diminution du salaire relatif. Au second ensemble de 1973 à ce jour correspondent une faible augmentation du salaire nominal, un plafonnement puis une baisse du salaire réel et la poursuite de la diminution du salaire relatif³. Cela, en complète conformité avec l'énoncé théorique communiste selon lequel :

« Profit et salaire sont, après comme avant [l'accroissement le plus rapide possible du capital], en raison inverse l'un de l'autre. »

(Marx. Travail salarié et capital. 1847)

« Si on trace la courbe de la moyenne 1947-1990 des salaires hebdomadaires (évalués en dollars constants) dans le secteur privé non agricole (graphique 1), on constate que la période qui va de 1947 à 1973 a été une période d'expansion que Sir John Hicks a pu appeler « l'Age de Keynes ». Les salaires hebdomadaires réels ont augmenté en moyenne au rythme élevé de 1.84% par an; cette progression, associée à la présence accrue des femmes dans la population active, a permis à un nombre toujours plus grand d'Américains d'accéder au niveau de vie des classes moyennes.

Brusquement, à partir de 1973, le rythme de progression des salaires hebdomadaires réels a diminué. A partir d'un maximum en 1973, de 327.45 dollars constants (aux prix de 1982-1984), les salaires hebdomadaires réels

³ *« Le taux de croissance du PIB par habitant dans les pays industrialisés ralentit d'un pourcentage de 3.5% entre 1950 et 1973 à 1.9% entre 1973 et 1990... Si la croissance s'était poursuivie à ses niveaux de 1950-1973 les revenus réels aujourd'hui seraient d'un tiers plus élevés. »*

(The Economist. 12.09.92)

sont tombés progressivement jusqu'à 276.95 dollars pendant la récession de 1982.

Malgré la reprise et la longue expansion de la décennie '80, ils ont continué à baisser jusqu'à 274.76 dollars en 1990. Ainsi, dix-sept ans après le retournement de tendance de 1973 et en dépit de la prospérité tellement vantée de l'ère Reagan, le revenu hebdomadaire réel d'un salarié était en 1990 inférieur de 19.1% à ce qu'il était en 1973! Au cours de ces dix-sept années, l'évolution des salaires hebdomadaires s'est faite à un rythme annuel moyen de -1.22%. Pour de nombreux Américains, le rêve des classes moyennes de posséder sa maison, de prendre des vacances, et d'envoyer ses enfants à l'université a tourné à l'aigre. »

(Wallace C. Peterson. Challenge. Juillet/Août 1991)

« Le pouvoir d'achat du salaire individuel, mesuré par le salaire réel moyen hebdomadaire dans l'ensemble de l'économie, a traversé plusieurs phases depuis le début du siècle. Durant les trois premières décennies, il augmente au rythme annuel moyen de 1.9% à travers de très fortes fluctuations, de court terme.

Entre 1929 et 1933, en dépit de la baisse des prix, il chute d'un tiers en raison de la réduction effective de la durée du travail et de la diminution des salaires horaires nominaux. Il remonte ensuite lentement et ne rejoint son niveau de 1929 qu'avec la guerre. Le retour à l'économie de paix, impliquant notamment une diminution des heures supplémentaires, le ramène en 1947 au niveau qu'il aurait atteint si sa croissance s'était poursuivie depuis 1929 au rythme annuel de 1.9%. Ce même rythme, qui permet un doublement en un peu moins de quarante ans, caractérise la période 1947-1972, mais avec très peu d'à-coups grâce à la programmation pluri-annuelle des augmentations de salaires et à la relative régularité de la croissance économique. Depuis 1972, ce salaire baisse; en 1988 il est retombé au même niveau qu'en 1961. »

(M. Fouet. L'économie des Etats-Unis. Ed. La Découverte. 1989)

« Depuis 1984 et contrairement aux cycles précédents les salaires horaires réels (déflatés par le prix implicite du pib) suivent une tendance baissière uniforme. »

(C. D. C. 2/1992)

Une telle dynamique est accentuée durant les phases du cycle industriel où le capital rencontre des difficultés manifestes dans la valorisation.

« Pendant la phase de baisse des prix de marché et la phase de crise et stagnation, l'ouvrier, s'il ne perd pas toute occupation, doit s'attendre de façon tout à fait certaine à une diminution de salaire. »

(Marx. Salaire, prix et profit. 1865)

« Les salaires progressent peu. Cette année 1992 on s'attend à une hausse de 4.4% la plus faible en 10 ans... La plus grande puissance industrielle du monde devient un pays à main d'oeuvre relativement bon marché. »

(La Tribune. 09.07.92)

On parle évidemment ici de salaire nominal alors que si l'on se base sur le coût réel de la main d'oeuvre dans l'industrie, on découvre qu'il a baissé depuis 1989 de 16% aux USA, de 6.4% en France, de 7.1% au Japon et est resté pour le moment inchangé en Allemagne de l'Ouest⁴.

Il faut avoir à l'esprit lorsqu'on lit ces données qu'elles ne se réfèrent pas qu'aux ouvriers de l'industrie et de l'agriculture mais à l'ensemble des salariés, classe ouvrière supérieure, couches non productives semi-prolétaires et couches moyennes non productives incluses. Aussi, il est opportun de tenir compte de la nature des déflateurs qui amènent au calcul du salaire réel et qui sont fondés sur des pourcentages d'augmentation des prix de marché d'un panier donné de marchandises dont une partie plus ou moins importante ne rentre pas dans d'autres proportions que celles prises en compte par les statisticiens dans la consommation ouvrière.

⁴ *« En 1990 les coûts moyens horaires du travail (y compris les charges non salariales) dans l'industrie manufacturière étaient de 15 US\$ en Amérique contre 23 en Allemagne de l'Ouest et 16 au Japon... Les salaires horaires en termes réels ont diminué de 13% depuis 1973 en Amérique, à comparer avec des progrès de 30% ou plus au Japon et en Allemagne de l'Ouest. »*

(The Economist. 18.01.92)

Toujours en 1990, d'après une étude DRI/Mc Grawhill - Morgan Stanley, le salaire horaire moyen en Allemagne était de 12.8 US\$/heure, au Japon de 12.3 US\$ et aux USA de 11 US\$ par heure.

Aussi il est d'un certain intérêt de ne pas se limiter à l'examen du salaire réel mais de vérifier également un corollaire important de la loi matérialiste scientifique des salaires selon lequel :

« Le minimum (du salaire⁵) lui-même a un mouvement historique et il s'abaisse de plus en plus vers le niveau absolu le plus bas. Au cours de son développement, le salaire fait donc une double chute. Premièrement, de façon relative par rapport au développement de la richesse générale. Deuxièmement, de façon absolue, par le fait que la quantité de marchandises que l'ouvrier reçoit en échange devient toujours plus petite. »

(Marx. Salaire. Annexe à Travail salarié et capital. Septembre 1847)

« Le salaire minimum -qui n'a pas été relevé une seule fois entre 1981 et 1989- ne représente plus aujourd'hui que 25% du salaire moyen de l'industrie (contre 50% il y a 30 ans), alors même que le nombre de ceux qui le perçoivent n'a cessé de croître. »

(Monde Diplomatique (M. D.). Juin 92)

Les modifications du marché du travail et des termes de la démocratie sociale qui ont suivies la perte de vitesse du taux d'accumulation du capital US ont ultérieurement aggravé la condition ouvrière. Nous traiterons, à ce propos, d'une part de la précarisation générale du travail salarié accompagnée d'un développement massif des emplois à temps partiel, de l'autre de l'arrivée grandissante sur le marché du travail des femmes et des immigrés. Nous analyserons ensuite le changement de la donne familiale avec l'essor des foyers individuels ou mono-parentaux à chef de famille majoritairement féminin et, pour terminer, la diminution des prestations sociales de l'Etat qui s'est conjuguée avec une pression fiscale accrue.

a) Précarisation du travail salarié

La « fragilité » croissante du salariat peut être aisément démontrée par quelques données par ailleurs suffisamment connues.

⁵ Le minimum du salaire est *« en moyenne déterminé par le prix des moyens de subsistance les plus indispensables »* (Marx. Salaire. 1847).

Il s'agit donc d'une portion du salaire réel et en constitue la limite inférieure vers laquelle il est irrésistiblement attiré par le "mouvement historique" du salaire et en-dessous de laquelle la marchandise force de travail ne peut plus se reproduire normalement.

« Les emplois de moins de 35 heures sont occupés pour 1/4 par des jeunes de 16 à 19 ans, pour un peu plus de la moitié par des femmes âgées de plus de 20 ans. En 1988, 1 salariée sur 4 travaille à temps partiel »... dans la fonction publique « un cinquième d'entre eux (les salariés du secteur) travaillent à temps partiel »... « La baisse du salaire réel hebdomadaire moyen s'explique en outre par les transformations structurelles de l'emploi et de la population active. Le nombre des emplois manufacturiers à temps plein occupés principalement par des hommes diminue tandis que celui des emplois tertiaires souvent à temps partiel, majoritairement occupés par des femmes, augmente. »
(Monique Fouet. L'économie des Etats-Unis. Ed. La Découverte)

En termes dynamiques, ce phénomène se présente ainsi :

*« Pour monsieur S. Levitan, économiste à l'Université George Washington, la réponse est relativement simple :
« Une proportion importante des 20 millions de postes de travail créés depuis 10 ans est faite d'emplois à bas salaires et à médiocre couverture sociale. Les emplois à temps partiel sont également fort nombreux. » »*
(New York Times (N. Y. T.). 14.08.92)

Sur ce dernier point les statistiques sont éloquentes :

« Depuis 1979 les emplois à temps plein ont progressé de 14%, les emplois à temps partiel de 52%. »
(Monde Diplomatique. Mars 92)

La réduction de la journée de travail individuelle⁶ pour près d'un salarié sur cinq est avant tout l'expression de l'augmentation de la productivité du travail social, soit la dévalorisation de la marchandise force de travail⁷. Cette tendance n'est en rien infirmée par la croissance de la journée de travail sociale -conformément au développement historique du MPC- et par l'élévation des «living standards» (niveau de vie moyen multiplié par 80% depuis la « guerre contre la pauvreté » de L. Johnson des années '60) qui dépend étroitement et toujours de la productivité accrue du travail social.

⁶ D'après les dernières « Perspectives pour l'emploi » de l'OCDE (juillet '92) aux Etats-Unis le nombre moyen d'heures ouvrées par salarié et par année -y compris le travail à temps partiel- est passé de 1836 en 1970 à 1791 en 1975, puis de 1754 en 1983 à 1750 en 1990.

« La quantité de travail dans l'ensemble de l'économie s'accroît moins que le nombre des emplois car la durée hebdomadaire du travail diminue. Dans le secteur manufacturier, cette durée était passée par étapes à 60 heures à la fin du XIX^{ème} siècle et 50 à la fin des années vingt. Elle avait chuté durant la grande dépression puis réaugmenté avec la guerre. Depuis 1947, elle fluctue selon la conjoncture autour d'une moyenne de quarante heures. Dans le reste du secteur privé non agricole, en revanche, les oscillations se déroulent autour d'une tendance en diminution lente au cours des années cinquante et rapide depuis le milieu des années soixante. En 1988, la durée atteint 32.4 heures dans les services non commerciaux non financiers et 29 heures dans le commerce de détail (incluant la restauration); elle n'est au total que de 34.7 heures en moyenne pour l'ensemble du secteur privé non agricole. Cela ne signifie pas que la majorité des Américains travaillent moins de 35 heures par semaine, mais que coexistent des emplois à temps plein et des emplois à temps partiel. »
(M. Fouet. L'économie des Etats-Unis)

⁷ Voici quatre autres indicateurs frappants du cours à la dévalorisation de la marchandise force de travail :

I. *« De 1983 à 1988 un tiers des 3.2 millions d'américains qui ont changé d'emploi après un licenciement économique ont dû accepter une baisse de salaire supérieure à 20%. »*

(Bureau of Labour Statistics. 12.12.1988. Cité par le Joint Communittee of Congres)

II. *« Selon l'Economic Policy Institute, un bachelier qui arrive aujourd'hui sur le marché du travail se voit offrir un salaire réel de 26% inférieur à ce qui se pratiquait en 1979. D'après les Commissions Economiques du Congrès, un homme de 30 ans, bachelier, dispose d'un revenu annuel inférieur de 3500 dollars à ce qu'il aurait gagné en 1979. »*

(Le Monde. 09/1992)

D'autre part, la diminution relative du poids de l'industrie vis-à-vis des secteurs non productifs est aussi à ranger parmi les effets de la croissance de la productivité du travail social.

« Le pays est d'autant plus riche que la population productive est réduite par rapport à l'improductive, à production égale. Ce chiffre relativement faible de la population productive ne serait alors qu'une façon d'exprimer le degré relatif de la productivité du travail. »

(Marx. Théories sur la plus-value. Tome 1. Ed. Sociales. P. 254)

Bien que les catégories d'industrie manufacturière et de services employées par nos adversaires ne recouvrent pas tout à fait les nôtres de travail productif et improductif, certaines données statistiques peuvent être utilisées pour illustrer notre propos.

« Entre 1950 et 1990, l'emploi dans l'industrie manufacturière (en pourcentage de l'emploi global non agricole) est tombé de 33.7% à 17.3%.

Entre 1950 et 1985 la part dans le PNB de la production issue de l'industrie manufacturière est passée de 29.1% à 19.7%; cette baisse est moins marquée que celle de l'emploi, mais elle est réelle. »

(Wallace C. Peterson. Challenge. Août 1991)

« Dans le secteur manufacturier, plusieurs périodes peuvent être distinguées. Une croissance au rythme annuel moyen de 3.6% caractérise les années 1900 à 1919. Le réajustement à la baisse de l'immédiat après-guerre est suivi d'oscillations qui portent en 1929 le nombre des emplois au même niveau qu'en 1919. Après un effondrement (-30% en quatre ans), ce niveau ne sera rejoint qu'en 1940. La Seconde Guerre mondiale est l'occasion de franchir un nouveau seuil, puis le retour à l'économie de paix laisse le nombre de ces emplois à 15.5 millions en 1947, soit un niveau supérieur de 45% à celui de 1919/1929/1940. Les années cinquante manquent de dynamisme. Un autre seuil, plus proche du précédent, est atteint durant les années soixante; puis de fortes fluctuations affectent les années soixante-dix autour d'une tendance quasi plate.

III. *« Les emplois à temps plein faiblement rémunérés sont passés de 18.9% du total en 1979 à 25.7% en 1991. »*

(cf. La Tribune. 07.09.92)

IV. *« Le Bureau of Labour Statistics a récemment étudié le cas de 5.1 millions de travailleurs à plein temps qui avaient un emploi de ce type dans les 3 dernières années avant de le perdre entre janvier 1987 et janvier 1992.*

Seulement 2.7 millions de ces travailleurs ont retrouvé un nouvel emploi à temps plein et près de la moitié des membres de ce dernier groupe ont dû accepter une diminution de rémunération. » (Fortune 19.10.92)

C'est en 1979 qu'est atteint le point culminant. La décennie quatre-vingt est marquée par des fluctuations autour d'une tendance déclinante, de sorte que le niveau de 1988 est identique à celui de l'année 1967. La diminution est moins ample qu'en Europe, mais elle est nette. »

(Monique Fouet)

« Près de 3 millions d'emplois dans le secteur manufacturier ont été perdus depuis 1979, le dernier sommet de l'emploi manufacturier. »

(B. W. 18.05.92)

A l'opposé des interprétations « décadencistes » bourgeoises les marxistes orthodoxes notent -entre autres- que la productivité du travail n'a cessé de grimper même lorsque la valeur et la plus-value globales de la « production des biens » ont diminué.

« A plus forte raison, si la population augmente, et, quoique ce fait s'allie à une diminution relative du nombre des ouvriers occupés par rapport à la grandeur du capital total, cette diminution sera atténuée ou arrêtée par l'accroissement du taux de la plus-value. Avant d'en finir sur ce point il y a lieu de souligner une fois de plus que, pour un capital de grandeur donnée, le taux de plus-value peut s'élever, bien que sa masse baisse et inversement. »

(Marx. Le Capital. Livre III. Tome I. Ed. Sociales. P.P. 247-248)

Ils soulignent aussi que la croissance conjoncturelle, relativement aux autres, du secteur manufacturier coïncide avec les phases du cycle économique de croissance rapide de l'accumulation, donc uniquement après des crises de dévalorisation d'envergure. Cette modification de poids entre les secteurs productifs et improductifs a, en revanche, pénalisé les salaires :

« C'est ainsi qu'en 1950, les salaires hebdomadaires dans le commerce de détail étaient en moyenne égaux à 68.7% des salaires hebdomadaires de l'industrie manufacturière et qu'en 1989 ce ratio était tombé à 44%. »

(Wallace C. Peterson. Challenge. Août 91)

Voilà vérifiée une autre thèse du communisme scientifique qui affirme que le travail salarié dans les secteurs commerciaux et financiers est, bien que moment nécessaire de la reproduction, un faux frais de la production dont

« [l'] utilité consiste au contraire, à diminuer la portion de force de travail social et de temps de travail social lié à cette fonction improductive. »

(Marx. Le Capital. Livre II. Tome I. Ed. Sociales. P. 121)

La pression capitaliste sur le travail salarié improductif croît à mesure de son extension nécessaire. La rémunération des ouvriers du commerce, des salariés exécutifs de la finance et de la fonction publique pâtit en des termes de plus en plus importants du poids spécifique grandissant de leurs secteurs respectifs.

« Tout autre est l'évolution du secteur privé tertiaire, ensemble hétéroclite à la progression continue dans sa composante commerce comme dans celle des services. La première se scinde actuellement en trois groupes d'ampleur identique (6 millions chacun) : les commerces de gros, les commerces de détail hors restauration (ce dernier poste ayant enregistré la plus forte croissance depuis 1979). Les emplois correspondants sont généralement peu qualifiés. Cela vaut également pour de nombreux services aux particuliers (gardiennage d'immeubles...), mais non pour certains services aux entreprises (finance, informatique...).

Le secteur public en revanche voit son niveau absolu et son poids relatif s'accroître depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. 1 salarié sur 6 est aujourd'hui employé par l'Etat, contre 1 sur 5 par le secteur manufacturier.

Cette progression a été ralentie, mais non stoppée, durant les présidences Reagan. Ces salariés ne sont que peu employés par l'Etat fédéral, 80% d'entre eux l'étant par les Etats et collectivités locales, principalement pour l'éducation, secondairement pour la santé publique et la police. Un cinquième d'entre eux travaillent à temps partiel. »

(Monique Fouet)

b) Modifications démographiques du marché du travail

La structure d'âge, de sexe, de nationalité et de race de l'emploi a profondément changé.

« Par l'adjonction massive d'une majorité d'enfants et de femmes dans la combinaison du personnel ouvrier, la machinerie brise enfin la résistance que l'ouvrier homme opposait encore dans la manufacture au despotisme du capital. »

(Marx. Le Capital. Livre I. Ed. Sociales. P. 152)

Cette formidable observation de K. Marx -corrigée, pour ce qui est des pays capitalistes forts, par la décroissance de l'emploi salarié des enfants et des jeunes⁸- demeure d'une entière actualité.

« Aux Etats-Unis, en France et en Grande Bretagne, le taux d'activité des femmes adultes (25-54 ans) dépasse les 70%, au Japon et en Allemagne de l'Ouest il se situe au voisinage de 60%, en Italie il reste en deçà de 50%. » »
(Economie mondiale 1990-2000 : l'impératif de croissance. Rapport du CEPII)

L'afflux massif des femmes américaines vers le marché du travail s'est fait « grâce » à la seconde guerre mondiale et il n'a jamais cessé depuis.

« Après la Seconde Guerre mondiale, les femmes se sont montrées réticentes à quitter les emplois qu'on les avait incitées à occuper faute de main-d'œuvre masculine. Leur taux d'activité, qui était de 25% à la fin des années trente, n'est retombé qu'à 31% en 1947. A partir de cette date, il a continûment augmenté pour être actuellement de 55% (femmes âgées de plus de 16 ans, sans borne supérieure). Dans le même temps, le taux d'activité des hommes est passé de 86% à 75%. Pour la seule tranche d'âge des 16-64 ans, le taux d'activité des femmes est de 66% (contre 55% en France) et celui des hommes de 85% (contre 75% en France). Les femmes ont donc fourni les deux tiers de l'accroissement de la population active depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les emplois du secteur tertiaire privé sont désormais majoritairement occupés par des femmes : 53% en 1988, contre 25% pour le secteur manufacturier.

⁸ Tandis que, en 1866/67, 10% des salariés étaient encore des enfants âgés de 10 à 15 ans, l'éviction des jeunes du travail est loin de constituer une avancée consolidée du MPC dans son stade ultime. Au contraire, elle sert fondamentalement à masquer l'essor de la surpopulation relative surtout par la dite scolarisation de masse. Celle-ci vise notamment à parquer des masses considérables de force de travail disponible dans les limbes de l'inactivité et à contribuer à les discipliner et les sélectionner pour le plus grand avantage du capital et de son marché.

« Les personnes d'âge actif qui sont inactives, c'est-à-dire qui ne cherchent pas à obtenir un emploi rémunéré, constituent un ensemble hétérogène instable. Le « taux d'activité » désigne le rapport entre ces personnes et la population d'âge actif. Dans la longue période, le taux d'activité des jeunes décline, une fraction croissante d'entre eux poursuivant des études et la durée des études s'allongeant.

C'est chez les jeunes et les Noirs que le taux de chômage est le plus élevé; il a atteint 49% chez les jeunes Noirs lors de la récession de 1982. Il a cessé d'être supérieur chez les femmes depuis le début des années quatre-vingt. »

(M. Fouet)

Les emplois de moins de 35 heures sont occupés pour un quart par des jeunes de 16 à 19 ans, pour un peu plus de la moitié par des femmes âgées de plus de 20 ans. En 1988, une salariée sur quatre travaille à temps partiel. »

(Monique Fouet)

« Nous avons vu par ailleurs qu'il (le capitaliste NDLR) achetait plus de forces de travail avec la même valeur-capital, en substituant progressivement à des travailleurs plus qualifiés d'autres moins qualifiés, à des travailleurs mûrs, d'autres pas mûrs, à des travailleurs masculins, des travailleurs féminins, à la force de travail adulte, de la force de travail adolescente ou infantine. » (cf. note 12)

(Marx. Le Capital. Livre I. P. 713)

Les femmes, main d'oeuvre plus malléable et a priori moins « exigeante », ont néanmoins vu progresser leurs rémunérations plus vite que celles des hommes, mais ce au prix d'une totale disponibilité au travail et d'une propension plus grande à l'acceptation d'emplois précaires ou à temps partiel. La concurrence à l'égard des salariés du sexe masculin a joué entièrement sans que cela, bien entendu, ait en quoi que ce soit amélioré de façon substantielle la condition féminine (cf. aussi le chapitre suivant).

« Par exemple, en 1950, les familles dans lesquelles l'épouse travaillait avaient un revenu de 20% supérieur à celui des familles dans lesquelles seul le mari travaillait. Mais, en 1988, les familles dans lesquelles l'épouse travaillait avaient, en moyenne, un revenu supérieur de 57% à celui des familles où elle n'avait pas d'emploi.

Cet écart de croissance traduit non seulement le fait que, dans les familles, un plus grand nombre de femmes travaillent, mais aussi le fait que les salaires féminins ont augmenté plus vite que ceux des hommes⁹. »

(Wallace C. Peterson. Challenge. Août 1991)

⁹ Cette dernière affirmation doit être nuancée par le fait que durant la période faste pour le capitalisme de l'après guerre et jusqu'au début des années '80 -soit grosso modo jusqu'à la crise de 1981- les écarts de salaire entre hommes et femmes salariés ont progressé au détriment de ces dernières.

« En 1956, le salaire moyen des femmes était 63% de celui des hommes; au début des années quatre-vingt, il n'est plus que de 59%. »

(Marianne Debouzy. Travail et travailleurs aux Etats-Unis. Ed. La Découverte)

La tendance s'est donc inversée non pas tant par la progression plus forte du salaire des jeunes employées mais plutôt par la chute relative plus marquée du salaire des hommes adultes en période de plus faible taux d'accumulation, donc de concurrence plus âpre sur le marché du travail.

A l'instar de l'Angleterre de 1844 où la situation concurrentielle au sein de la force de travail entre ouvriers anglais et immigrants irlandais a été admirablement décrite par F. Engels dans « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », le tableau est resté fondamentalement le même pour les Etats-Unis de la fin du 20^{ème} siècle.

« C'est contre un concurrent de ce genre que doit lutter le travailleur anglais, contre un concurrent occupant le barreau de l'échelle le plus bas qui puisse exister dans un pays civilisé et qui précisément pour cette raison, se contente d'un salaire inférieur à celui de n'importe quel autre travailleur. C'est pourquoi le salaire du travailleur anglais, dans tous les secteurs où l'irlandais peut le concurrencer, ne fait que baisser constamment et il ne saurait en être autrement, comme le dit Carlyle. »

(F. Engels. La situation de la classe laborieuse en Angleterre. Ed. Sociales. P.P. 137-138.)

Cet aspect de la loi de la valeur de la force de travail est mis en exergue avec d'autres mots, par le prestigieux hebdomadaire The Economist du 18.01.92.

« Ajoutons à ce sujet qu'une des raisons pour lesquelles les salaires réels n'ont pas augmenté rapidement a été le flux constant d'immigrés plus que consentants à occuper les emplois peu rémunérés, ainsi que les femmes entrant dans la population active. L'emploi a augmenté de 50% depuis 1970. La croissance des emplois à bas salaires a freiné les chiffres des salaires moyens. »

De son côté Business Week, le journal le plus représentatif de la fraction US du capital social mondial, dans son numéro daté du 13.07.92 fait sa Une sur le thème : *« Les immigrés, comment ils aident à revitaliser l'économie US »*, article tout au long duquel -comme du reste l'indique explicitement son titre- on démontre les bienfaits de l'immigration pour la valorisation du capital.

Ainsi on y apprend pêle-mêle que les USA redeviennent « une nation d'immigrés¹⁰ », qu'entre 1970 et 1990 un total de cinq millions d'immigrants

¹⁰ D'après l'Immigration and Naturalization Service, les origines géographiques des immigrés légaux sur la période 1971-1991 se répartissent ainsi : 35.2%

illégaux provenant du « Mexique et d'ailleurs » ont gagné les Etats-Unis », que « la pléthore des emplois à bas salaires des services revient en grande partie aux nouveaux immigrés illettrés », ou encore que -contrairement aux idées reçues racistes- « les quelques 11 millions d'immigrés qui travaillent et gagnent environ 240 milliards de dollars par an payent plus de 90 milliards en impôts... soit beaucoup plus que les cinq milliards dépensés par an en protection sociale pour les immigrés ». Ces louanges à la « sagesse » des immigrés en matière de recours à la sécurité sociale sont réitérés par Mr Julian L. Simon, économiste de l'Université du Maryland.

« Les immigrés bénéficient aux natifs par les coffres publics en utilisant moins que leur portion de services et en payant plus de leur part d'impôts. »

Une étude réalisée par Borjas montre qu'en 1980, année des dernières données nationales disponibles, seuls 8.8% des ménages d'immigrés ont reçu une aide sociale, contre 7.9% des ménages américains toutes classes confondues. Pour ces bonnes raisons les autorités US s'approprient cette année encore à recevoir près d'un million de nouveaux venus dont au moins 200000 illégaux et font peu de cas de l'augmentation vertigineuse des immigrés par rapport à celle de la population totale (11% entre 1960 et 1970, 33% entre 1971 et 1980 et 39% entre 1981 et 1990).

Pendant ce temps ceux qui font les frais en premier lieu de l'emploi croissant des femmes et des immigrés ce sont les noirs d'Amérique qui, pour la plupart, se trouvent sur le même segment du marché du travail (celui des emplois non qualifiés et mal rémunérés), payant ainsi le prix fort d'une combativité qui tout au long de l'après-guerre n'a jamais connu de démenti. Des chiffres et des pourcentages révélateurs étayaient cela : on estime à 50% les enfants noirs de moins de 6 ans qui vivent dans des conditions de pauvreté¹¹. 62% des noirs pauvres vivent dans des foyers dont le chef de famille est une femme -45% en 1968- contre 28% pour les blancs pauvres -20% en 1968-, alors même que 35% des noirs américains vivent dans la pauvreté.

Les hommes blancs ayant un âge compris entre 20 et 29 ans et appartenant aux classes inférieures ont vu leur revenu annuel «net d'inflation» diminuer de 14% entre 1973 et 1989 (-33% pour les jeunes blancs ayant abandonné le cycle scolaire secondaire) cependant que les hommes noirs faisant partie de la même

d'asiatiques, 11.1% de ressortissants d'Amérique Centrale et du Sud, 23.7% de mexicains, 13.1% provenant des Caraïbes, 12% d'européens, 1.8% de canadiens et 3.1% pour ceux d'autre provenance.

¹¹ D'après la notion actuelle des autorités, on considère que le seuil de pauvreté se situe à hauteur d'un revenu égal ou inférieur à 12195 US\$ par an -soit environ 70000 ff- pour une famille moyenne de 4 personnes.

catégorie d'âge et de revenus ont vu le leur chuter de 24% (50% pour les jeunes noirs sortis « sans succès » du cycle scolaire secondaire). A titre d'exemple, sur New-York seulement 8.6% des jeunes noirs entre 16 et 19 ans ont aujourd'hui un emploi. La pauvreté des noirs progresse dans les grandes villes (31.2% en 1967, 35% en 1992)¹².

De plus

« dans les échelons inférieurs... l'écart entre leurs revenus et ceux des blancs de la même catégorie s'est accru : en 1987, le revenu des 20% les plus pauvres atteignaient 42% des revenus de la catégorie blanche équivalente, contre 47.2% en 1973. »

(La Tribune. 04.05.92)

Même l'effort de scolarisation secondaire n'a pas stoppé la paupérisation des noirs des classes inférieures. En effet, si l'on s'en tient aux chiffres du Census Bureau, en 1979 35% des chefs de famille noirs avaient achevé avec succès des études secondaires mais le taux de chômage des chefs de famille noirs pauvres n'a pas pour autant baissé par rapport à 1979, se situant à 57% du total. Ces informations confirment, par ailleurs, la thèse marxiste qui fait dépendre le taux d'emploi essentiellement du marché du travail, donc de la vitalité du capital, plutôt que du niveau de « formation professionnelle » ou de scolarité, même si celui-ci contribue à la mise à niveau du premier de la force de travail disponible.

¹² Ce jugement doit être modéré par le fait qu'à l'échelle de tout le pays le pourcentage des noirs vivant sous le seuil de pauvreté a baissé de 41.8% en 1966 à 31.9% en 1990, tout comme de 1973 à 1987 le « taux de progression de leurs revenus a même été nettement supérieur au rythme de croissance des revenus des 60% les plus riches de la communauté blanche. » (La Tribune. 04.05.92).

Le revenu nominal moyen par ménage noir calculé sur la base du dollar à parité de pouvoir d'achat de 1990 a crû de 19.2% depuis 1967 tandis que celui des familles blanches s'est élevé de seulement 16.4%.

Ceci ne signifie pas pour autant que les prolétaires blancs aient connu une amélioration significative de leur condition, bien au contraire. Les blancs pauvres dans les grandes villes sont passés de 10.9% du total « communautaire » à 14.3% en 1990, leur taux de chômage, lui, augmente de 3.4% en 1965 (13.4% pour les jeunes entre 15 et 19 ans) à 6% (16.4% pour les femmes entre 15 et 19 ans).

« Les pauvres aux Etats-Unis, ne sont pas tous, loin de là, noirs : en 1991 il y a 9 millions de noirs pauvres et 21 millions de blancs pauvres (selon la définition officielle). » (5.4 millions d'Hispaniques)

(M. D. Juin 92)

« Le taux de pauvreté dans les grandes villes du pays est aujourd'hui plus élevé qu'il y a 25 ans, pour les blancs comme pour les noirs. »

(W. S. J. cité par Le Monde. 07.08.92)

« La grande industrie fait du remplacement de cette monstruosité que représente une population ouvrière disponible et misérable, que le capital tient en réserve pour ses besoins d'exploitation changeants, par une disponibilité absolue de l'homme pour les exigences changeantes du travail, une question de vie ou de mort; de même, du remplacement de l'individu partiel, simple support d'une fonction sociale de détail, par un individu totalement développé pour qui diverses fonctions sociales sont autant de modes d'activité qui prennent le relais les unes des autres. L'un des moments de ce procès de bouleversement, qui se développent naturellement sur la base de la grande industrie, ce sont les écoles polytechniques et agronomiques; les écoles d'enseignement professionnel où les enfants d'ouvriers reçoivent un enseignement en technologie et dans le maniement pratique des différents instruments de production en sont un autre. »
(Marx. Le Capital. Livre I. Ed. Sociales. P. 548)

Et lorsque les noirs ont un travail il s'agit pour le quart d'entre eux d'un emploi de misère : selon le Census Bureau en 1990

« la population blanche comptait 17.1% de ces emplois précaires et mal payés dans ses rangs, la proportion chez les noirs et les hispaniques étant respectivement de 25.3% et de 3.4%. »
(S. Marti. Le Monde. 15.05.92)

Le niveau des rémunérations maintient ce décalage défavorable aux noirs :

« Les indices de salaire hebdomadaire réel, autour d'une moyenne de 100, s'établissent à 124 pour les hommes blancs, 93 pour les hommes non blancs, 81 pour les femmes blanches et 74 pour les femmes non blanches. »
(M. Fouet)

L'aggravation des conditions de vie et de travail du prolétariat noir d'Amérique se traduit par une plus faible espérance de vie, une plus grande mortalité infantile (le taux de mortalité des enfants noirs pour 1000 naissances est en 1980 encore le double de celui des blancs, soit le même rapport qu'en 1965).

Le SIDA aussi « frappe » en priorité les noirs (30% de « ses » victimes). La progression du chômage parmi les jeunes noirs pauvres n'est pas sans rapport avec le fait que la cause première de décès chez les hommes âgés de 15 à 34 ans soit l'homicide et que, en 1989, 23% de tous les noirs de 20 à 29 ans se trouvent en prison ou en liberté surveillée.

GRAPHIQUE

« Le mépris de l'ordre social se manifeste le plus clairement dans son extrême: le crime. Si les causes qui rendent l'ouvrier immoral s'exercent de façon plus puissante, plus intense qu'habituellement, celui-ci devient un criminel aussi sûrement que l'eau chauffée à 800 Réaumur (1000centigrades) passe de l'état liquide à l'état gazeux. Sous l'action brutale et abrutissante de la bourgeoisie, l'ouvrier devient précisément une chose aussi dépourvue de volonté que l'eau, il est soumis avec exactement la même nécessité aux Lois de la nature -pour lui, à un certain point toute liberté cesse ».

(F. Engels. La situation de la classe laborieuse en Angleterre. Ed. Sociales. P. 177)

Aussi, la formation, dans les années fastes de l'après-guerre, d'une classe moyenne noire et, globalement, l'amélioration des conditions de vie des populations noires d'Amérique, ont marqué un arrêt et une nette inversion de tendance depuis la crise de 1974. La paupérisation absolue frappe des franges importantes de cette même population, la rendant -notamment les jeunes des villes- incontrôlable par l'Etat.

Comme dit M.G. Burtless, économiste à la Brookings Institution, dans USA Today

« le fait que ces emplois mal payés se trouvent concentrés parmi les jeunes, qu'ils soient blancs ou noirs ou hispaniques, est une bombe à retardement placée au coeur de quantité de grandes villes américaines ».

« Et si l'un de ces «hommes en excédent» a assez de courage et de passion pour entrer en conflit ouvert avec la société, pour répondre à la guerre camouflée que lui fait la bourgeoisie, par une guerre ouverte, celui-là s'en va voler, piller et assassiner ».

(F. Engels. La situation de la classe laborieuse en Angleterre. Ed. Sociales. P. 130)

c) Changements dans la famille moderne

« La valeur de la force de travail était déterminée par le temps de travail nécessaire non seulement à la conservation de l'ouvrier adulte individuel, mais aussi à la conservation de la famille ouvrière. En jetant les membres de la famille ouvrière sur le marché du travail, la machinerie répartit la valeur de la force de travail de l'homme sur toute sa famille. Elle dévalue par conséquent sa force de travail. L'achat d'une famille parcellisée, par exemple, en 4 forces de travail coûte peut-être plus qu'autrefois l'achat de la force de travail du chef de famille, mais, en contrepartie, 4 jours de travail prennent la place d'un seul et son prix tombe dans la proportion de l'excédent du surtravail des quatre par rapport au surtravail d'un seul. Il faut maintenant que quatre personnes fournissent non seulement du travail au capital, mais aussi du surtravail, pour qu'une famille vive. C'est ainsi que, d'emblée, la machinerie, en élargissant le matériau humain exploitable qui est le champ d'exploitation le plus caractéristique du capital, élève en même temps le degré d'exploitation ».

(K. Marx Le Capital. Livre 1. Quatrième section. Chap. XIII. Ed. Sociales. P. 444)

Cet aspect de la loi de dévalorisation de la marchandise force de travail est une caractéristique permanente du MP réellement capitaliste (phase de la grande industrie mécanique). La transformation historique du travail manuel -nécessitant souvent une force de travail adulte, forte et de sexe masculin- en travail mécanique, où l'habileté et la rapidité des manipulations en série priment sur l'effort physique, permet d'intégrer les femmes et les enfants au marché du travail, et ce, à un prix de marché de leur force de travail moindre, entraînant dans la chute les salaires des ouvriers de sexe masculin. Dialectiquement d'après notre doctrine, la famille ouvrière, vrai foyer élémentaire de la reproduction collective des exploités, représente désormais à la fois un palliatif à la dévalorisation de la marchandise force de travail par l'emploi des femmes et des enfants, et une source supplémentaire de cette dévalorisation. Les chiffres fournis récemment par le Bureau of the Census américain le confirment pleinement, même s'ils se réfèrent à l'ensemble des familles et pas uniquement à celles prolétariennes. La famille a encore servi à endiguer les effets négatifs de la chute des salaires réels sans pour autant, depuis 1975, parvenir à les gommer. De plus, relativement à l'année 1979 et toujours selon le Census Bureau, le pouvoir d'achat moyen des familles américaines serait plus bas aujourd'hui. D'après la même source, sur une période plus courte, le revenu médian par foyer a baissé de 3,5% en 1991 et de 5,1% en deux ans.

Graphique revenu familial médian 1947-1989

PAGE 3/12

« On retrouve la même évolution, un peu moins pénible peut-être, pour le revenu familial médian évalué en dollars constants (aux prix de 1988). La courbe du revenu familial médian de 1947 à 1988... montre que, comme dans le cas des salaires hebdomadaires réels, le revenu familial médian en dollars constants a augmenté allègrement de 1947 à 1973. Son taux de croissance moyen annuel a été de 2,72%, taux qui permet un doublement en à peu près une génération (25 à 30 ans). C'est parce qu'elle a connu de tels taux de croissance que la génération d'après la Seconde Guerre mondiale a été convaincue que, les enfants devaient, sur le plan économique, faire mieux que leurs parents. Entre 1947 et 1973 le rythme d'augmentation du revenu familial a été nettement supérieur à celui des salaires hebdomadaires réels. Cette différence s'explique par le fait que, de plus en plus, les épouses et les mères de famille ont travaillé pour accroître le revenu familial. Ici encore, et comme dans le cas des salaires hebdomadaires réels, la hausse de ces revenus s'est brusquement stoppée après 1973. Mais, au contraire des salaires hebdomadaires, le rythme de croissance du revenu familial médian n'est pas devenu négatif. Il n'a néanmoins atteint, en moyenne annuelle sur les quinze années de 1974 à 1988, que le très faible niveau de 0,04%. C'est l'augmentation continue du nombre d'épouses et de mères de famille au travail qui a, pendant cette période, évité la baisse du revenu familial réel. Cette quasi-stagnation du revenu familial depuis 1973 explique aussi pourquoi la génération qui a atteint sa majorité au cours de la dernière décennie doute que son niveau de vie puisse dépasser et même atteindre celui de ses parents. »

(Wallace C. Peterson. Challenge. Août 1991)

Si on affine l'analyse par tranches de revenus familiaux moyens calculés par déciles et en dollars constants pour la période 1977-1988 on relève une nette détérioration des conditions de reproduction des familles à plus bas revenu, où l'emploi des jeunes a encore moins réussi à défendre le salaire réel du foyer.

« Elaborées par le Bureau du budget du Congrès, et exprimées en dollars constants, [ces données] indiquent le classement par déciles des revenus familiaux moyens. Les quatre cinquièmes des familles américaines ont vu leur revenu moyen baisser au cours de cette période. Seules les familles dont les revenus sont classés dans les 20% les plus élevés ont enregistré une amélioration ».

(Wallace C. Peterson. Challenge. Août 1991)

Revenus familiaux moyens par déciles P. 3/13

L'Economic Politic Institute apporte un autre élément statistique concordant avec la démonstration. « Les familles qui n'ont pas envoyé d'adulte supplémentaire sur le marché du travail ont perdu entre 4 et 6.5% de leur pouvoir d'achat depuis 1979 » (NYT 6-9-1988). Outre le progrès de la machinerie, la diminution du taux d'accumulation et l'augmentation de la productivité du travail social qui ont lourdement contribué à la progression du chômage des femmes et à la fragilisation¹³ des emplois salariés tout court, phénomènes analysés plus haut, il

¹³ « *Le non emploi menace de manière permanente une large fraction de la population, alors même que la protection sociale, et notamment l'indemnisation de chômage sont peu étendues.* »

(M.Fouet)

« Pour saisir la signification du chômage aux Etats-Unis, il faut savoir que, malgré des progrès considérables dans la protection sociale depuis la crise de 1929, un grand nombre de chômeurs ne reçoivent aucune aide et que l'ouvrier au chômage, même s'il a été membre d'un syndicat puissant quand il travaillait, perd toute protection médicale pour lui et sa famille, sauf s'il a contracté une assurance privée. En septembre 1982, 53% des chômeurs officiellement recensés ne bénéficiaient pas d'allocation chômage... L'allocation hebdomadaire moyenne fin 1982 était de 115 US\$ par semaine... La moyenne nationale de la durée de l'aide est (1982) de vingt-six semaines. »

(Marianne Debouzy. Travail et travailleurs aux E-U)

La moyenne pour les années '80 du taux de non emploi (somme des personnes sans emploi -chômeurs « inactifs »- en pourcentage de la population d'âge actif) pour les hommes de 16 à 64 ans a été de 21,1% et pour les femmes de 41,1%. La variation la plus significative pour la catégorie d'âge et de sexe masculin est celle des hommes entre 55 et 64 ans qui enregistrent en 1989 par rapport à l'année

convient de citer deux autres facteurs de l'avancée de la paupérisation absolue des familles prolétariennes. L'un fera l'objet du sous-chapitre suivant et concerne l'augmentation de la pression fiscale de la part d'un Etat fortement endetté, et l'autre relève du processus de dissolution de la famille ouvrière, frappée à coups de boutoir par le développement du capital.

« La cellule familiale composée de 2 parents et 2 enfants regroupe aujourd'hui moins du cinquième de la population. En effet le nombre d'enfants mineurs par famille diminue, la proportion des familles monoparentales augmente, et la cohabitation de plusieurs générations adultes dans un même foyer est de plus en plus rare. L'augmentation du nombre de veufs et surtout de veuves habitant seules est la principale raison de l'accroissement du nombre de ménages composés d'une seule personne ».

(Monique Fouet. L'économie des Etats-Unis)

Graphique de la répartition des ménages selon le nombre de personnes les composant.

GRAPHIQUE -RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LES PERSONNES
LES COMPOSANT

PAGE 3/13

14

1980 une progression du taux de non emploi de 4,5% (source : Perspectives de l'emploi OCDE. Juillet 92).

¹⁴ *« Seulement 12% de la population vit dans les 24 villes de plus de 500.000 habitants...la raison pour laquelle seulement 12 % d'américains vivent dans les grandes villes est que celles-ci sont définies d'une façon particulière. Beverly Hills, domicile des vedettes d'Hollywood, est complètement détachée de la ville de Los Angeles. »*

(The Economist. 09.05.1992)

L'éclatement des familles se manifeste par des taux de natalité décroissants, classiquement liés à la conjoncture plus ou moins favorable (26% en 1954, 15% aujourd'hui) et par l'augmentation des foyers monoparentaux à chef de famille de sexe féminin, notamment dans les classes subalternes. Dans les banlieues, alors qu'en 1950 les familles à chef de sexe féminin étaient respectivement 20% du total pour les Noirs et 3% pour les Blancs, en 1990 les taux montent pour les premiers à 56% et pour les seconds à 15%. Sur la même base statistique on observe qu'en 1950 13% des enfants noirs naissaient hors du lien marital et 1% des enfants blancs, tandis qu'en 1990 ces pourcentages passent à 67% pour les premiers et à 15% pour les seconds. La source de ces estimations est la National League of Cities.

« Or quelque effrayante et choquante qu'apparaisse la décomposition de l'ancienne institution familiale à l'intérieur du système capitaliste, la grande industrie n'en crée pas moins, en attribuant aux femmes, aux adolescents et aux enfants des deux sexes un rôle décisif dans des procès de production organisés socialement hors de la sphère domestique, la nouvelle base économique d'une forme supérieure de la famille et du rapport entre les sexes ».

(K. Marx. Le Capital. Livre I. Quatrième section. Chap.XIII. Ed. Sociales. P. 550)

d) Diminution des prestations sociales de l'Etat

I) Pression fiscale et budget des administrations.

« Comme la dette publique s'appuie sur les revenus de l'Etat qui doivent couvrir les paiements annuels d'intérêts, etc, le système fiscal moderne est devenu le complément nécessaire du système des emprunts nationaux. Les emprunts mettent le gouvernement en mesure de faire face aux dépenses extraordinaires sans que le contribuable s'en ressente aussitôt, mais ils exigent par la suite des impôts plus élevés. D'autre part, l'augmentation des impôts causée par l'accumulation des dettes contractées les unes après les autres contraint le gouvernement, en cas de nouvelles dépenses extraordinaires, à contracter sans cesse de nouveaux emprunts. La fiscalité moderne, qui a pour pivot les impôts sur les moyens de subsistance de première nécessité (et donc leur enchérissement) porte donc en soi le germe d'une progression automatique.

La surimposition n'est pas un accident mais bien plutôt un principe ».

(K. Marx. Le Capital. Livre I. Ed. Sociales. P. 849)

« Bien que la diminution d'un impôt ne serve à rien aux ouvriers, par contre l'augmentation de celui-ci leur nuit. Avantage de l'accroissement des impôts

dans les pays bourgeois évolués: la classe des petits paysans et des petits propriétaires (classe des artisans, etc.) sont ruinés par elle et jetés dans la classe ouvrière ».

(K. Marx. Travail salarié et capital. Annexes. Ed. Sociales. P. 26)

« Contribuent à amener (le salaire) au minimum le plus bas : ...

2. L'accroissement des impôts et des dépenses du budget de l'Etat car, bien que la suppression d'un impôt, comme nous l'avons vu, ne soit d'aucune utilité pour l'ouvrier, l'établissement de chaque nouvel impôt lui est préjudiciable aussi longtemps que le minimum du salaire n'est pas encore ramené à sa dernière expression possible, et c'est le cas pour tout ce qui trouble et rend difficile le commerce bourgeois. L'accroissement des impôts, remarquons-le en passant, devient la ruine des petits paysans, des petits bourgeois et des artisans ».

(K. Marx. Travail salarié et capital. Annexes. Ed. Sociales. P. 51)

Malgré une courbe en dents de scie l'impact des «prélèvements directs obligatoires», soit les impôts directs et les cotisations sociales, n'a cessé de grossir par rapport aux revenus des ménages, toutes classes sociales confondues, donnant de la force à la fois au propos de Marx sur «le principe de la surimposition» propre au MPC et à ceux indiquant que les couches moyennes sont, pour ainsi dire, en première ligne de la pression fiscale.

Graphique sur les prélèvements obligatoires directs frappant les ménages/revenu des ménages.1929.1988

« Les revenus bruts font l'objet de deux types de prélèvements obligatoires : les impôts et les cotisations sociales. Les secondes ont été accrues plus rapidement que les premiers sauf les périodes de guerre; elles constituent aujourd'hui le quart de ces prélèvements contre moins de 10% en 1947 et moins de 4% en 1929. L'augmentation des cotisations sociales s'est poursuivie sous les administrations Reagan de sorte qu'en dépit de la légère baisse du ratio « impôts directs/ revenus imposables » le taux de prélèvement obligatoire

(rapport: prélèvements obligatoires/ ensemble des revenus bruts) a seulement été stabilisé... Ce taux, qui n'avait guère été modifié par le New Deal, a effectué un saut considérable pour financer la Seconde Guerre mondiale. Il a de nouveau été accru lors de la guerre de Corée et s'est ensuite inscrit sur une tendance légèrement ascendante que favorisait la non-indexation des prix des tranches du barème d'imposition des revenus. L'accélération de l'inflation a contribué à le faire passer de 16% en 1975 à 19% en 1981, ce qui explique en partie la popularité des mesures d'abaissement des taux d'imposition mises en oeuvre par l'administration Reagan.

Au total, le revenu disponible brut après prélèvements obligatoires s'est accru à prix constants au rythme annuel moyen de 2,5% depuis 1973, soit presque moitié moins rapidement que durant la période 1959-1973. Par habitant, ce rythme a chuté de moitié pour n'être plus que de 1,5% au cours de la période 1973-1988 ».

(M. Fouet)

Toutefois la vérification chiffrée des thèses communistes ne s'arrête pas là : alors même que la réduction de l'imposition ne concerne jamais la grande masse des ouvriers, lorsque celle-ci progresse elle a pour effet de frapper au premier chef les prolétaires à revenu supérieur au salaire minimum et à les rapprocher de ce dernier.

Dans le cas des USA, les «années Reagan» connues par le grand public comme une période de défiscalisation se sont révélées néfastes pour les ouvriers les mieux payés du BTP et de l'industrie manufacturière¹⁵.

« Le tableau montre les variations des taux d'imposition effectifs des familles pour l'ensemble de la fiscalité fédérale, entre 1977 et 1988; les familles sont classées par déciles. Celles qui ont retiré les plus grands avantages des modifications de la fiscalité pendant la décennie de 1980 sont celles qui se trouvent dans les tranches de revenus les plus élevées. En dehors des deux tranches supérieures (c'est-à-dire des 20% les plus riches), certaines familles ont même constaté une augmentation de leur taux d'imposition entre 1977 et 1988, en raison de la hausse des prélèvements de sécurité sociale; par contre les familles qui se trouvent tout à fait en haut de l'échelle des revenus (les 5% et les 1% les plus élevés) ont bénéficié des avantages les plus grands du fait de la baisse de l'impôt sur le revenu ».

(Wallace C. Paterson. Challenge. Août 1991)

¹⁵ « En 1988, le salaire horaire réel atteint 12,9 dollars dans le BTP contre 10,2 dans le secteur manufacturier, 9,9 dans le commerce de gros et 6,3 dans le commerce de détail; le salaire hebdomadaire du BTP est 2,7 fois supérieur à celui du commerce de détail, celui du secteur manufacturier l'est 2,3 fois. » (M. Fouet)

Graphique des taux d'imposition effectifs pour toutes les taxes et impôts fédéraux.

Le repli fiscal reaganien concédé à certaines couches des classes moyennes et à la bourgeoisie ne s'est nullement étendu à la classe ouvrière et aux semi-prolétaires (travailleurs manuels exécutants non productifs)¹⁶.

« De plus, les fameuses réductions d'impôts reaganiennes étaient réservées aux plus favorisés : l'impôt fédéral (toutes taxes et impôts confondus) entre 1977 et 1988 a augmenté de 20% pour 10% des ménages ayant un revenu plus faible et diminué de 19% pour le 1% aux revenus les plus élevés. »

(M. D. Juin 92. Données du Congressional Budget Office)

Si bien que, et toujours en contraste avec l'opinion majoritaire :

« Mr Reagan lui-même, tout en accumulant une dette sans précédents, n'en a pas moins fortement augmenté les prélèvements obligatoires -37% du PIB en 1988 contre 35% en 1980 et 33% en 1970 ».

(M. D. Juin 92. Données tirées du très officiel Statistical Abstracts of The United States)

¹⁶ En 1990 les ouvriers américains se voient ponctionner leur revenu global de 18,2% d'impôts sur le revenu et de 7,7% de cotisations de sécurité sociale, soit un total de 25,9% (Source : Perspectives de l'emploi. OCDE. Juillet 92). En Allemagne ce total s'élève à 35%, au Japon à 15,2%, en France à 25%, en Italie à 26,5% et en G.B. à 26,8%.

II) Variations cycliques de la démocratie sociale

La démocratie sociale américaine a connu, depuis l'après-guerre, un développement largement déterminé par les deux grands ensembles de cycles économiques de la période : l'un de croissance rapide du taux d'accumulation interrompu brusquement par la crise de 1974 et l'autre de croissance lente depuis cette date.

Durant la phase « euphorique » les « transferts » publics de revenu (en % du revenu total des ménages) ont eu lieu avec une progression de 3.4 fois dans la période entre 1929 et 1947, de 65.2% entre 1959 et 1973; en revanche, entre 1973 et 1988, elle s'est limitée à un petit 21% alors même que la tendance à la paupérisation absolue de couches importantes de la population prolétarienne réémergeait avec vigueur.

graphique : sources du revenu des ménages avant prélèvements obligatoires

PAGE 3/17

« Un système fiscalisant les prestations vieillesse et invalidité pour les salariés avait été instauré dans les années trente. Mais il restait partiel du fait notamment que peu d'Etats disposaient d'une législation le rendant obligatoire. Durant les années soixante, des programmes destinés à favoriser l'avènement d'une « Grande Société » furent lancés par les administrations démocrates: « Stratégie du capital humain » de Kennedy, « Guerre contre la pauvreté » de Johnson. Ces mécanismes, qui visaient à combler certaines lacunes des systèmes d'assurance privée et non pas à couvrir l'ensemble des risques maladie/chômage/vieillesse, se sont traduits par une mosaïque de programmes fragmentaires. La majeure partie en étant prise en charge par les Etats et collectivités locales, des phénomènes de cercles vicieux ont appauvri les Etats les plus pauvres. Avec la progression des dépenses de santé propre à tous les pays industrialisés et la montée du chômage durant la décennie soixante-dix, ces mesures d'efficacité inégale ont provoqué une augmentation rapide des transferts qui a été assumée de manière croissante et contre son gré par l'Etat fédéral. L'ampleur de ces dépenses et plus généralement leur raison d'être a été de plus en plus critiquée. L'administration Reagan a amputé massivement ces

programmes, limitant l'intervention sociale de l'Etat à une assistance directe aux plus démunis. Elle n'est toutefois pas parvenue à réduire les retraites, et notamment à faire accepter la mesure initialement prévue de suppression de leur indexation sur les prix. En 1983, le financement du régime vieillesse a fait l'objet d'une réforme en profondeur; un calendrier d'augmentation des cotisations sociales a été fixé : les excédents des prochaines décennies doivent nourrir un fonds de capitalisation destiné à couvrir les déficits ultérieurs (cela provoque dans l'immédiat l'apparition d'un excédent considérable sur ce compte).

(M. Fouet)

Pendant la période faste de développement accéléré de l'accumulation, on constate une baisse significative du « taux de pauvreté » officiel.

« Le taux de pauvreté qui était tombé aussi bas que 11% de la population totale dans les années '70 (il était encore à 19% en 1964) a recommencé à croître dans les années Reagan et a fait un bond dans les deux années 1990/1991. L'année dernière, environ 36 millions de personnes -14,7% du total de la population- vivaient dans la pauvreté »

(BW 18.05.92)

A noter que ce même taux était, en 1983, après la crise de 1981/1982, de 15,2%. Les miettes de l'accumulation du capital ont donc bel et bien été distribuées aux secteurs les moins bien lotis de la population prolétarienne, mais jamais au point d'éliminer la pauvreté dans le pays capitaliste dominant. Même dans la phase exceptionnelle de constitution du capital social additionnel de l'après-guerre, plus d'un « citoyen » sur dix était « pauvre ». Cela étant, il ne faut pas négliger l'impact sur la combativité et sur la condition ouvrière de l'expansion relative de la démocratie sociale, de l'augmentation du salaire réel et du recul temporaire de la paupérisation absolue. Après la poussée de fièvre prolétarienne de Los Angeles et des autres villes nord américaines, la bourgeoisie US, pourtant pas plus en état de relancer à un niveau acceptable les dépenses sociales que de mettre sur pieds un « plan Marshall » pour l'Europe de l'Est¹⁷, a recommencé à emboucher la trompette passablement usée de la belle-époque de la « Great Society » et de la « guerre contre la pauvreté » de L.B. Johnson¹⁸.

¹⁷ *« Les E.U., qui avaient pu consacrer 80 milliards de dollars (en termes actuels) au plan Marshall, ne peuvent plus en dégager le dixième pour l'ancienne URSS »*

(M. D. Juin 92)

¹⁸ A ce propos il convient de noter que la thèse pacifiste et gauchiste selon laquelle l'administration US sous Reagan aurait dépensé plus en armes qu'en protection sociale est fautive. En effet, si ce dernier poste a été effectivement

« Les souvent décriés programmes de la Grande Société ont eu leurs succès, peut-être plus que ce que l'on croit aujourd'hui. Head Start, un programme très populaire, naquit en 1964. Le ratio de pauvreté officiel parmi les adultes fut coupé de 60%, et [le programme] Medicare pourvut tous les adultes d'une protection de la santé. Le racisme persiste, mais les lois pour les droits civiques, l'action positive et les comportements modifiés ont aidé à créer une classe moyenne noire croissante avec des succès noirs visibles qui vont du Général Colin Powell (l'artisan de la campagne d'Irak NDLR) au Mayor Thomas Bradley (Maire) de Los Angeles. »

(W.S.J. 04.05.1992)¹⁹

Cependant, derrière l'écran de fumée idéologique, la réalité pointe puissamment le nez. Les villes les plus peuplées sont tout particulièrement exposées au développement sourd et croissant de la paupérisation.

« Environ 42% des pauvres vivent dans les villes contre 30% en 1968... plus de 60% de noirs pauvres vivent aujourd'hui dans les villes ...59% des hispaniques pauvres et seulement 34% de blancs pauvres. »

(BW. 18.05.92)

Le coût de la pauvreté urbaine pour l'administration est très élevé et il est estimé à 230 milliards de US \$, annuels ainsi répartis : 120 milliards en assistance alimentaire et au logement (non compris l'assurance maladie), 50 milliards en coûts de répression (police et prisons) et 60 milliards «de PNB additionnel si les pauvres étaient tous occupés» (données du Congressional Research Service, Census Bureau et BW).

Malgré cela :

réduit, le premier n'a pourtant pas enregistré une augmentation relativement au total des dépenses dites civiles.

« Entre 1947 et 1989 les dépenses militaires ont représenté 76,7% de toutes les dépenses fédérales de biens et services. Même si l'on ne tient pas compte des années de guerre en Corée et au Vietnam, cette moyenne est supérieure à 75%. »

(Wallace C. Peterson. Challenge. Août 1991)

¹⁹ Mis à part ces exemples édifiants, les limites de l' « intégration » économique des noirs d'Amérique sont pourtant bien visibles. Si bien que le Financial Times du 05.05.92 rappelle qu' *« alors que les noirs sont plus de 12% de la population US, ils sont propriétaires de seulement 3% du total des entreprises. »*

« dans un pays où les dépenses de santé s'accroissent au rythme le plus élevé des pays industrialisés (elles atteignent aujourd'hui 11% du PNB contre 8,5% en France), 11,7% des blancs, 20,7% des noirs et 26,5% des hispaniques ne disposent d'aucune couverture sociale. »

(M. D. Juin 92)

« Le nombre de personnes sans assurance médicale a augmenté l'année dernière pour atteindre 35.4 millions contre 34.7 millions en 1990. »

(Les Echos. 07.09.92)

Dans un pays où les taux de chômage et de non activité ne cessent tendanciellement de grimper, -on prévoit pour le premier un 7.5-8% à la fin 1992-²⁰, l'Etat est aujourd'hui incapable de renforcer de façon sensible les dépenses en « garantie de revenu » et en « mesures actives de réinsertion »²¹.

²⁰ *« En 1990 et 1991, le taux d'activité a régressé d'environ 1% ce qui a permis de limiter la progression du taux de chômage. Sans cet effet de flexion, les chômeurs auraient représenté 8.9% de la population active en janvier 1992 et non pas 7.1%. »*

Soit un taux sensiblement proche de celui de 1981/82, années de l'avant-dernière crise de valorisation. Aux chômeurs « officiels » (C.D.C. Note de Conjoncture. 2/92) « s'y ajoutent un million de chômeurs trop découragés pour chercher du travail et 6,3 millions de personnes travaillant à temps partiel, faute d'emplois à plein temps. Selon l'Economic Policy Institute, un « think tank » réformateur, les américain sous-employés -chômeurs officiels, chômeurs « découragés » et employés à temps partiel involontaires- représentent plus de 13% de la population active. »

(La Tribune. 07.09.92)

Aussi « quelques 25 millions d'américains ont fait l'expérience du chômage en 1991 et 28 millions cette année », d'après l'économiste Audrey Freedman.

²¹ D'après l'OCDE (Perspectives de l'emploi. Juillet 1992), les *« dépenses publiques affectées aux programmes du marché du travail en % du PIB »* ont été aux USA :

Bien entendu nous réfutons nettement la mythologie de la « mauvaise dette ».

En effet, comme nous avons déjà eu l'occasion de l'expliquer, dans la vision scientifique du marxisme révolutionnaire, le crédit (appelé « dette » lorsque les choses vont moins bien) est un facteur essentiel du développement du MPC dans sa phase de soumission réelle. La problématique du « poids de la dette » budgétaire, extérieure, des entreprises, des ménages etc...n'est significative que relativement à la valorisation du capital. Ainsi, si l'endettement de l'Etat fédéral US est de plus en plus une entrave à la « relance » ce ne l'est pas en soi (dans d'autres circonstances historiques ce sont justement les dépenses publiques presque illimitées qui ont permis la relance de la valorisation) mais bien parce

GRAPHIQUE TAUX DE CHOMAGE

page 3/18

« Alors que le secteur public créait 84.000 emplois, les entreprises américaines ont supprimé 167.000 postes le mois d'août dernier! »
(AGEFI. 07.09.92)

L'Etat, paralysé par un déficit budgétaire de 350-400 milliards de US\$²², ne pourra pas inverser la tendance au repli de la démocratie sociale et à la progression de la paupérisation dans la citadelle par excellence du capital mondial.

« Depuis les premières années '70, par exemple, le montant réel de l'Aide pour les Familles avec Enfants à charge (le plus important programme d'aide sociale pour les mères seules) a chuté de 27%; si on y inclut l'aide alimentaire la coupe réelle est de 40% -alors même que- pendant les années Reagan-Bush le gouvernement fédéral a aussi sauvagement coupé l'aide pour les villes, où le

qu'il y a une valorisation conjoncturelle insuffisante relativement à la masse de capital fictif disponible (monnaie de crédit), donc le capital-argent ne peut pas être suffisamment rémunéré.

« La dévalorisation de la marchandise-argent provoque à son tour ce que Marx appelait le renversement du système de crédit en système monétaire dans « Pour la critique de l'économie politique », c'est-à-dire l'arrêt du fonctionnement « idéal » de l'argent -la monnaie de crédit- et sa « matérialisation » soudaine et généralisée. »

(MC hors série. Vénézuéla : paradis démocratique pour le capital. Enfer meurtrier pour les prolétaires. Avril 1989)

cocktail mortel de drogue, crime, familles cassées, chômage et pauvreté constitue le plus grave problème. D'après la National League of Cities, l'aide fédérale directe a baissé de plus de 60% depuis 1981 »

(Financial Times. 08.05.92)

« Depuis 12 ans, le gouvernement a abandonné les villes. Aide au logement, aide à l'emploi, aide aux organisations associatives, assistance aux écoles : dans tous ces domaines l'administration républicaine a diminué de 60% à 70% les subventions jusque-là attribuées aux grandes villes. »

(Le Monde. 07.05.92)

« La politique fédérale pour le logement est aussi orientée vers les classes moyennes. Quelques 56% des subsides fédéraux au logement, soit environ 50 milliards, vont aux 20% des américains les plus riches...seulement 15 milliards de dollars vont aux 20% les plus pauvres. »

(The Economist. 09.05.92)

En résumé, ce que l'on relève de cette moisson de données, c'est à la fois le rétrécissement du périmètre d'action des instituts de démocratie sociale -aujourd'hui 27 millions de personnes n'ont pas de couverture sociale-, l'abandon de larges couches de la population à la simple répression comme arme unique de cohésion sociale et le repli de l'Etat sur la défense acharnée -quoique mise à mal aussi par la crise et le marasme économique- des classes moyennes salariées, ultime pilier social sûr. Cependant «Los Angeles» a très partiellement modifié la donne et l'Etat, face à l'agitation explosive des prolétaires, a été obligé de racler le fond de son escarcelle budgétaire pour «parer au plus urgent». Rien de transcendant bien sûr, mais toutefois la preuve est faite que seule la lutte intransigeante paye. En effet, mise à part l'inévitable expansion des mesures et des dispositifs de «renforcement de la loi» concentrés dans les aires à haute criminalité, de «création de zones fédérales d'entreprises» pour encourager les patrons à investir dans les banlieues, de relance de l'instruction et de la formation socio-professionnelle des femmes et de développement de l'accession à la propriété dans les parcs de logement sociaux pour ancrer une partie de la population à la propriété privée et à la défense de la valeur (déjà 40% des «pauvres» sont propriétaires de leur logement), le gouvernement Bush a dû effectuer quelques concessions²³. Parmi celles-ci, l'extension des critères des

²³ Pour l'accès à la propriété des logements sociaux le montant budgétaire supplémentaire est de 600 millions de dollars pour un total de plus d'un milliard contre les 361 millions prévus précédemment. Pour le programme « anti-crime » Weed and Seed on passe d'une immobilisation budgétaire de moins de 10 millions à la bagatelle de 500 millions de dollars. Ces sommes vont donc s'ajouter aux 600 millions de dollars déjà annoncés sous forme de prêts et d'autres assistances financières d'urgence. En résumé, les « événements d'avril » auront coûté jusque

ayants droit à l'aide sociale²⁴ et l'annonce de la remontée de l'indemnisation du chômage. A ces interventions extraordinaires de l'Etat fédéral vont s'ajouter des initiatives multiples, convergentes, de la part des Etats et des collectivités locales. Il est encore prématuré de les chiffrer et de les analyser dans le détail.

là près de 2 milliards de dollars supplémentaires au gouvernement fédéral, soit l'équivalent des profits annuels de la première firme US, General Motors, dans ses meilleures périodes. Ou encore 0,6% du déficit budgétaire actuel.

²⁴ Il s'agit de permettre aux personnes ayant jusqu'à 10.000 US\$ d'économies de pouvoir accéder à la protection sociale. Avant, la limite d'épargne était 10 fois plus petite (1.000 US\$).